



LÉGIFÉRER LE CHANGEMENT, FINANCER L'AVENIR : Faire progresser l'alimentation scolaire basée sur la production locale dans l'espace CEDEAO par l'engagement, la collaboration, l'innovation et l'investissement



SUPPORTED BY
WORLD BANK GROUP





Table des matières

1.	Faits marquants de la conférence : Bâtir un avenir meilleur grâce à l'alimentation scolaire basée sur la production locale	5
2.	Mise à jour sur "l'appel à action" de la conférence technique inaugurale de l'ASPL, Dakar, octobre 2023	8
3.	Principales conclusions de la publication « L'Alimentation scolaire basée sur la production locale en Afrique de l'Ouest : Analyse du paysage»	10
4.	Principales conclusions de la publication « Assurer un financement durable des repas scolaires en Afrique de l'Ouest : un effort de collaboration des institutions financières internationales et des mécanismes de financement innovants et durables	15
5.	Aperçu des sessions de la conférence : principaux points à retenir et prochaines étapes .	17
	Défis de financement de l'ASPL	17
	Mécanismes de financement des programmes d'ASPL	18
	Passer de la politique à la loi et aux allocations budgétaires	20
	Intégrer la nutrition dans les programmes d'alimentation scolaire	22
	Tirer parti de l'alimentation scolaire basée sur la production locale pour promouvoir l'agriculture durable	25
	Améliorer la coordination multisectorielle des programmes d'ASPL	26
6.	Offres de soutien aux gouvernements	29
7.	Plateformes d'échange de connaissances et de suivi des progrès	31
8.	Conclusion et voie à suivre : Faire progresser les initiatives d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) dans la région de la CEDEAO	34

Faits marquants de la conférence : Bâtir un avenir meilleur grâce à l'alimentation scolaire basée sur la production locale

INTRODUCTION : UN ENGAGEMENT ENVERS UN CHANGEMENT TRANSFORMATEUR

Le parcours vers des initiatives durables en matière d'éducation et de nutrition en Afrique de l'Ouest a considérablement progressé depuis la première Conférence technique régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL). Cette deuxième conférence de l'ASPL a réuni 120 participants techniques des pays membres et non-membres de la CEDEAO, ainsi que des partenaires de diverses organisations internationales. Le succès de cet événement qui s'est tenu du 21 au 23 mai 2024, à Dakar, a réaffirmé l'engagement des États membres et non-membres de la CEDEAO de faire avancer les programmes d'ASPL. Coorganisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et soutenue par des institutions financières internationales (IFI) de premier plan telles que la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale, la conférence a fourni une plate-forme pour aligner les engagements nationaux sur les mécanismes de financement innovants et les réformes législatives.

BUTS ET OBJECTIFS : OUVRIR LA VOIE À UNE ALIMENTATION SCOLAIRE DURABLE

La conférence visait à atteindre plusieurs objectifs principaux :

- 1. Garantir des engagements nationaux quantifiés avec des coûts et des mécanismes de financement :** Une session d'une demi-journée consacrée à s'assurer que les engagements nationaux pour les initiatives d'ASPL sont calculés avec précision et soutenus par des mécanismes de financement appropriés. Discussions sur les données des publications récentes sur le rôle des IFI et d'autres méthodes de financement, la résolution des problèmes de financement et l'harmonisation des engagements nationaux avec les possibilités de financement disponibles.
- 2. Présenter les meilleures pratiques et les modèles institutionnels :** Présenter des expériences réussies et des approches innovantes pour inspirer l'adoption de stratégies efficaces parmi les États membres de la CEDEAO et les gouvernements non-membres de la CEDEAO dans la région.
- 3. Soutenir l'échange de connaissances et le suivi :** Promouvoir l'échange de connaissances entre les pays de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale en plaidant pour des plateformes de partage des connaissances afin de faciliter l'échange de meilleures pratiques et des données solides et des mécanismes de suivi pour suivre les progrès.

POINTS CLÉ DES ALLOCUTIONS D'OUVERTURE : COMMENTAIRES DES OFFICIELS À LA CONFÉRENCE

Evelyn Etti, Directrice régionale adjointe du PAM

Evelyn Etti a souligné l'impact transformateur des programmes d'alimentation scolaire sur le développement régional. Elle a mis l'accent sur comment ces programmes assurent un approvisionnement régulier en aliments produits localement pour les écoles, améliorent la nutrition des enfants, augmentent les revenus des agriculteurs locaux et favorisent le bien-être économique général. « Les repas scolaires basés sur la production locale offrent une voie prometteuse pour donner accès aux systèmes de protection sociale essentiels, aider les communautés vulnérables à répondre à leurs besoins fondamentaux tout en promouvant le développement durable et en réduisant la pauvreté », a-t-elle noté.

Khady Diop Mbodji, Secrétaire Générale du Ministère de l'Éducation nationale, Sénégal

Soulignant l'importance de l'éducation et du développement local, Mme Khady Diop Mbodji a évoqué l'engagement du Sénégal à lutter contre la faim et la malnutrition à travers des programmes de repas scolaires. Elle a souligné l'objectif d'atteindre plus de 1,4 million d'enfants dans les zones rurales et périurbaines d'ici cinq ans. « Les repas scolaires sont un moyen puissant de lutter contre la faim et la malnutrition, en aidant les enfants, en particulier ceux des familles en situation d'insécurité alimentaire, à avoir un accès régulier à des repas sains et nutritifs à l'école, améliorant ainsi leur santé », a-t-elle déclaré.

Dr. Nabil Ghalleb, Directeur, Centre Régional de la BID, Dakar

Le Dr Nabil Ghalleb a souligné la viabilité économique des programmes d'alimentation scolaire. Il a mis en exergue le rôle de l'alimentation scolaire dans le soutien aux économies locales en achetant des aliments auprès des producteurs locaux, en réduisant la pauvreté et en renforçant la sécurité alimentaire. « L'analyse coûts-avantages montre que les programmes d'alimentation scolaire sont non seulement moralement sains, mais aussi économiquement viables, générant neuf dollars de retour économique pour chaque dollar investi dans la promotion d'enfants en meilleure santé et plus éduqués qui deviennent des adultes productifs », a-t-il expliqué.

Professeur Fatou Sow Sarr, Commissaire de la CEDEAO Chargée du Développement Humain et des Affaires Sociales

Le Professeur Fatou Sow Sarr a renchéri l'importance des programmes d'alimentation scolaire basés sur la production locale. Elle a souligné son potentiel pour réduire la pauvreté, augmenter la scolarisation, générer des revenus et promouvoir la cohésion, la stabilité et la productivité communautaires. « Il a été démontré que la mise en place de programmes d'alimentation scolaire, soutenus par la production locale, réduit la pauvreté, augmente les inscriptions scolaires, génère des revenus et favorise la cohésion, la stabilité et la productivité de la communauté », a-t-elle noté.

Massandjé Touré-Litse, Commissaire aux Affaires Économiques et à l'Agriculture de la CEDEAO

Mme Massandjé Touré-Litse a mis l'accent sur l'engagement continu de la Commission de la CEDEAO à soutenir les États membres dans la mise en place de programmes d'alimentation scolaire durables. « En plus des 4,5 millions d'euros déjà mobilisés de la Coopération Espagnole pour financer le Projet d'appui aux modèles innovants d'alimentation scolaire dans les États membres, la Commission de la CEDEAO s'est engagée à apporter un soutien accru aux États membres dans leurs efforts pour établir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire durables », a-t-elle ajouté.

THÈMES ET SESSIONS DE LA CONFÉRENCE : UN ORDRE DU JOUR COMPLET

L'ordre du jour de la conférence couvrait un large éventail de sujets cruciaux, notamment :

- Défis et mécanismes de financement :** Explorer les mécanismes de financement disponibles pour soutenir les programmes d'ASPL.
- De la politique à la législation et aux allocations budgétaires :** Discuter de la transition de l'élaboration des politiques à l'action législative et à l'appui budgétaire.

- **Concevoir des programmes d'ASPL sensibles à la nutrition** : prendre en compte les normes en la matière pour créer des programmes qui intègrent des considérations sensibles à la nutrition.
- **Tirer parti de l'ASPL pour les systèmes alimentaires et l'agriculture durable** : Souligner le rôle de l'ASPL dans la promotion de l'agriculture durable.
- **Mécanismes de coordination et d'intervention** : Renforcer la coordination multipartite pour relever les défis existants.
- **Offres de soutien des partenaires** : Identifier le soutien nécessaire des partenaires pour aider les gouvernements à respecter leurs engagements nationaux en matière de repas scolaires et d'ASPL.
- **Plateforme d'échange de connaissances et de suivi des progrès** : promouvoir la collaboration régionale, partager les meilleures pratiques et suivre les progrès des programmes d'ASPL.

RÉSULTATS POSITIFS ET ENGAGEMENTS NATIONAUX

La conférence s'est terminée par plusieurs résultats positifs conformes à ses objectifs :

- **Engagement fort en faveur de l'ASPL** : La conférence a souligné l'engagement des États membres de la CEDEAO envers les programmes d'ASPL malgré les défis de la COVID-19, avec 22,4 millions d'enfants recevant des repas scolaires, et a mis l'accent sur les plans de financement, la législation, la coordination et la qualité de la nutrition.
- **Accent sur la législation et les finances** : Il s'agit d'un engagement à prioriser l'élaboration de politiques solides, un financement durable et une collaboration accrue entre les secteurs gouvernementaux et les partenaires.
- **Amélioration de la collaboration et de la qualité des programmes** : L'accent a été mis sur l'amélioration de la qualité nutritionnelle des programmes d'ASPL et la promotion de la collaboration multisectorielle. Les pays ont partagé les meilleures pratiques et discuté des stratégies visant à améliorer la coopération entre les différents secteurs gouvernementaux et les partenaires extérieurs, dans le but de renforcer l'impact global et la durabilité des initiatives d'ASPL.

PROCHAINES ÉTAPES : FAIRE PROGRESSER LES INITIATIVES DE L'ASPL

Faire avancer la série des prochaines étapes visant à renforcer les initiatives du Groupe de travail sur le développement durable dans la région de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale :

1. Mobilisation financière et durabilité:

- **Développement de mécanismes de financement durable** : Les gouvernements, avec l'appui de la CEDEAO, du PAM et de leurs partenaires, élaboreront des mécanismes de financement durable, évalueront les programmes nationaux d'alimentation scolaire à l'aide d'outils tels que le SABER Santé de la Banque mondiale et du PAM et financeront les engagements nationaux à l'aide des outils de calcul des coûts de l'Initiative pour le Financement Durable (Sustainable Financing Initiative - SFI).
- **Lignes budgétaires spécifiques** : La CEDEAO s'est engagée à soutenir les gouvernements pour l'inclusion de lignes budgétaires dédiées à l'ASPL dans les budgets nationaux. La CEDEAO a déjà illustré cet engagement en intégrant des lignes budgétaires dédiées à l'ASPL dans son budget annuel de 2024. En outre, en 2023, la CEDEAO a octroyé 1 million de dollars au Cap Vert en appui à la mise en œuvre de son programme de repas scolaires pour l'année scolaire 2023-2024.

- **Programmes de mobilisation des ressources** : Les IFI, l'IFC et les partenaires aideront les gouvernements à mettre en place des programmes visant à aider les pays à mobiliser des ressources financières pour l'ASPL.

2. Plaidoyer et volonté politique :

- **Impliquer les dirigeants politiques** : La CEDEAO devrait engager les dirigeants politiques, y compris les chefs d'État et les premières dames, à plaider en faveur de l'ASPL et à créer des lois pour protéger et soutenir les programmes d'alimentation scolaire.
- **Sensibilisation des parlementaires** : La CEDEAO et les partenaires sensibiliseront les parlementaires à l'importance des repas scolaires et encourageront les efforts législatifs pour assurer le financement et assurer la pérennité des programmes d'ASPL.
- **Tirer parti des réseaux** : Des réseaux tels que le Réseau parlementaire international pour l'éducation (IPNED), par l'intermédiaire de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire seront mis à profit pour plaider en faveur de l'alimentation scolaire dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

3. Offre d'appui et plans d'action :

- Les gouvernements, avec l'appui du PAM et de la CEDEAO, devraient élaborer des plans nationaux d'appui pour identifier les besoins spécifiques et les partenaires potentiels. Ils doivent également créer des plans d'action détaillés décrivant les étapes nécessaires pour atteindre et mettre en œuvre leurs objectifs, y compris les délais, les parties responsables et les étapes spécifiques pour suivre les progrès.

4. Suivi et rapports :

- **Indicateurs d'ASPL convenus** : Les délégués se sont mis d'accord sur un ensemble d'indicateurs d'ASPL à suivre et à renseigner, en utilisant les outils et plateformes de suivi et de reporting disponibles fournis par l'Initiative sur les données et le suivi, en collaboration avec le CERFAM et la CEDEAO.

5. Mise en place de la Communauté de pratique de la CEDEAO pour le partage des connaissances et la collaboration :

- **Communauté de pratique (CdP) de l'ASPL de la CEDEAO** : Une communauté de pratique dédiée sera créée pour promouvoir l'échange de connaissances, partager les dernières données de recherche et les meilleures pratiques par le biais de webinaires et de réunions en ligne.
- **Collaboration plus étroite** : La collaboration entre les gouvernements et les partenaires de soutien (tels que la CEDEAO, les IFI, les agences des Nations Unies, la société civile, les institutions de recherche, etc.) sera encouragée par le biais de la CdP de la CEDEAO, pilotée par le CERFAM, pour soutenir les engagements nationaux de l'ASPL.
- **Plateforme CERFAM** : La plateforme CERFAM sera mise à profit pour la conservation et le partage des connaissances sur l'ASPL (publications, bonnes pratiques, etc.) et pour rendre compte des indicateurs retenus de commun accord et de l'appel à l'action de la conférence.

PROCHAIN ENGAGEMENT MINISTÉRIEL

Idéalement, la CEDEAO devrait inclure l'ASPL comme point à l'ordre du jour à la prochaine réunion ministérielle statutaire de la CEDEAO ou à des réunions similaires ou organiser des séances parallèles à ces réunions pour renforcer la volonté politique des chefs d'État et des parlementaires de la CEDEAO de promulguer une législation sur les repas scolaires et d'allouer des lignes budgétaires dans les budgets nationaux.

Mise à jour sur “l'appel à action” de la conférence technique inaugurale de l'ASPL, Dakar, octobre 2023

ADHÉSION DE LA CEDEAO À LA COALITION POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Statut : Réalisée et à poursuivre

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a officiellement rejoint la Coalition pour l'Alimentation Scolaire (School Meals Coalition – SMC) en signant la déclaration d'adhésion en janvier 2024. La CEDEAO a activement encouragé les États membres à adhérer, plaidant avec succès pour que le Ghana et la Guinée-Bissau signent la déclaration d'adhésion cette année. Les efforts pour faire adhérer le Cap-Vert à la coalition se poursuivent, soulignant l'engagement de la CEDEAO à étendre la portée et l'impact de la Coalition.

DOCUMENTATION DES MEILLEURES PRATIQUES ET ÉCHANGE DE CONNAISSANCES

Statut : Réalisée et à poursuivre

La CEDEAO, en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Consortium de Recherche pour la Nutrition et la Santé Scolaire de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire (School Meals Coalition – SMC) et le Centre d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM), a initié une documentation complète des meilleures pratiques en matière d'ASPL. Un développement significatif est la proposition de la Communauté de pratique (CdP) sur l'ASPL par le Directeur du CERFAM, Marc Nene. Cette initiative vise à promouvoir la collaboration régionale, à partager les meilleures pratiques et à suivre les progrès en matière d'ASPL. La CdP s'appuiera sur la plateforme de partage de connaissances KEPT du CERFAM, en étroite collaboration avec la CEDEAO, le Consortium de Recherche pour la Nutrition et la Santé Scolaire et le Bureau régional du PAM. Le lancement complet de cette initiative est prévu pour le second semestre 2024.

COMBLER LES LACUNES EN MATIÈRE DE DONNÉES PROBANTES SUR L'ASPL

Statut : Réalisée

En mai 2024, la CEDEAO et le PAM, avec leurs partenaires, ont lancé deux publications importantes. Le premier, « l'Alimentation Scolaire basée sur la Production Locale en Afrique de l'Ouest : une analyse du paysage », donne un aperçu détaillé de l'ASPL dans la région, évaluant l'évolution et l'impact de ces programmes dans le contexte des récentes crises mondiales. La publication compare divers programmes-pays, met en évidence les défis et propose des recommandations pour améliorer l'efficacité des programmes. La deuxième publication, « Assurer un financement durable des repas scolaires en Afrique de l'Ouest », explore des solutions financières innovantes et collaboratives pour soutenir les programmes d'ASPL. Ces efforts, soutenus par des contributions du CERFAM, du Consortium de Recherche pour la Santé et la Nutrition Scolaire et de grandes institutions financières telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement, visent à assurer un financement durable de l'ASPL.

SUSTAINABLE FINANCING OF HOMEGROWN SCHOOL FEEDING

Statut : Réalisée

Lors de la conférence de mai 2024, une session d'une demi-journée a porté sur le financement durable des programmes d'ASPL. Les participants, dont des représentants d'Institutions Financières Internationales (IFI), de l'Initiative SMC pour le financement durable et du secteur privé, ont discuté de divers mécanismes de financement et des meilleures pratiques. La session a généré des idées innovantes pour combler les déficits de financement et promouvoir la durabilité en établissant des partenariats pour soutenir des programmes d'alimentation scolaire efficaces dans les pays membres et non-membres de la CEDEAO.

RÉUNION MINISTÉRIELLE ET CONFÉRENCE TECHNIQUE 2024

Statut : Non réalisée, mais en développement

Les plans pour la tenue d'une réunion ministérielle en 2024 progressent avec l'exploration de la possibilité de tirer parti des réunions ministérielles statutaires de la CEDEAO ou d'événements similaires pour plaider en faveur du soutien politique des chefs d'État et des ministres.

Pendant ce temps, la CEDEAO et le PAM ont présenté l'agenda de l'ASPL lors de l'événement annuel de la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire le 1er mars 2024, au Burundi. Parmi les participants figuraient la Commissaire de la CEDEAO Chargée du Développement Humain et des Affaires Sociales, le Professeur Fatou Sow Sarr, la Directrice Régionale Adjointe du PAM, Evelyn Etti, et sept ministres de la région de la CEDEAO. Cet événement a mis en évidence l'engagement régional à faire progresser les initiatives d'ASPL.

Ces efforts s'appuient sur la conférence technique de la CEDEAO sur l'ASPL tenue en 2023, la réunion ministérielle de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire qui a eu lieu à Paris et les engagements ministériels pris lors de la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire pour maintenir le leadership régional sur l'ASPL.

Principales conclusions de la publication « L'Alimentation scolaire basée sur la production locale en Afrique de l'Ouest : Analyse du paysage »

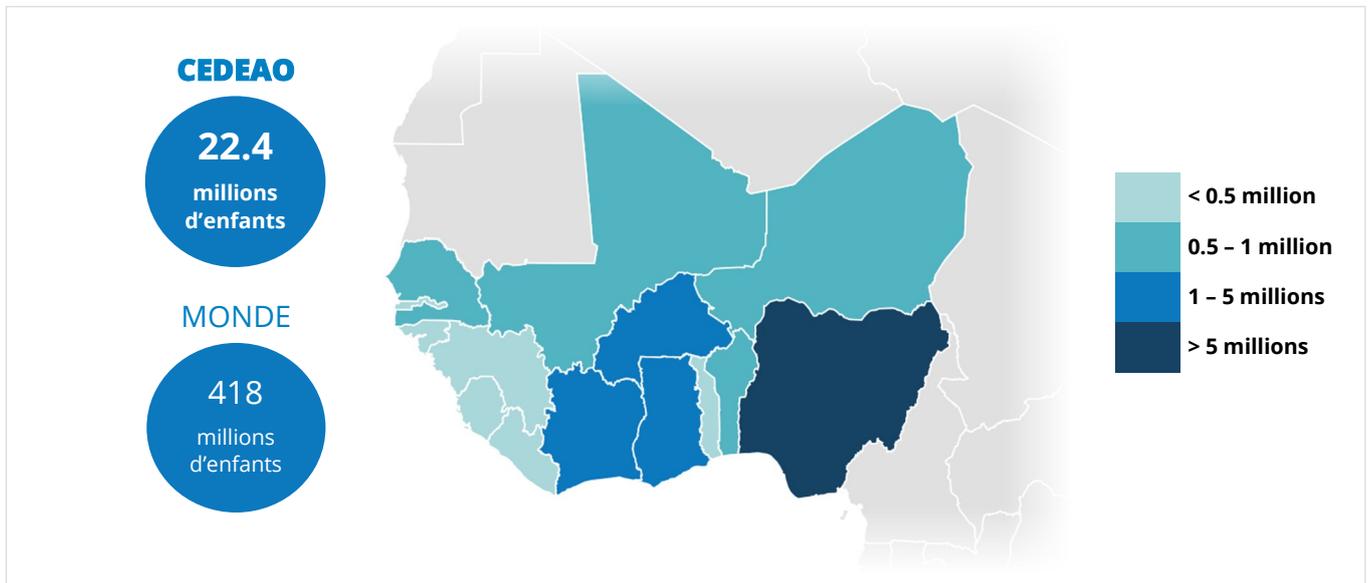
INTRODUCTION

Présenté par Marc Néné, Directeur du CERFAM, la récente [publication](#) intitulée « L'alimentation scolaire locale en Afrique de l'Ouest : analyse du paysage » offre une évaluation complète des programmes de l'alimentation scolaire basée sur la production locale dans la région de la CEDEAO. L'analyse met en évidence des avancées significatives, des défis persistants et des recommandations réalisables pour améliorer l'impact et la durabilité de ces programmes. Les résultats soulignent l'importance des repas nutritifs d'origine locale pour améliorer la santé, la nutrition, l'éducation et les résultats agricoles.

ENGAGEMENT FERME ENVERS L'ASPL

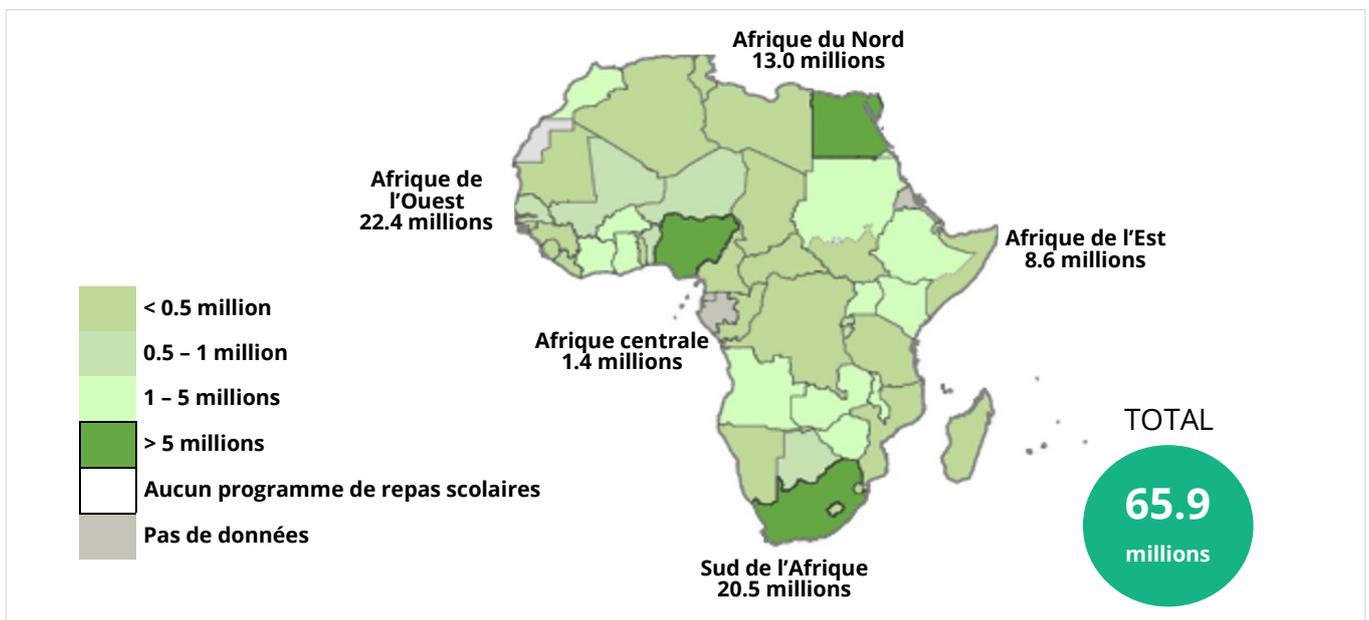
L'une des conclusions les plus notables est l'adoption généralisée des programmes d'ASPL dans les 15 pays de la CEDEAO. Des pays comme le Bénin, le Mali et la Sierra Leone ont intégré des initiatives d'ASPL dans leurs stratégies nationales, reflétant un engagement régional fort en faveur de la sécurité alimentaire et de l'éducation. Malgré les défis mondiaux tels que la pandémie de COVID-19 et les perturbations économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les pays de la CEDEAO ont maintenu leur engagement envers ces programmes. Actuellement, 22,4 millions d'enfants bénéficient de repas scolaires, la couverture la plus élevée d'Afrique.

Figure 1: Enfants recevant des repas scolaires dans la région de la CEDEAO



Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Figure 2: Enfants recevant des repas scolaires en Afrique



Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

MISE EN ŒUVRE ET GESTION CONJOINTES

Le rapport souligne une augmentation des efforts de mise en œuvre conjoints entre les gouvernements et les partenaires de coopération, qui ont joué un rôle déterminant dans l'expansion des programmes d'ASPL. Cette collaboration démontre l'engagement ferme des gouvernements à l'égard de ces initiatives. Pour maintenir cette dynamique, le rapport recommande d'investir dans le renforcement des capacités, le renforcement des partenariats et l'intégration de l'ASPL dans les politiques nationales.

COUVERTURE RÉGIONALE EN PLEINE CRISE

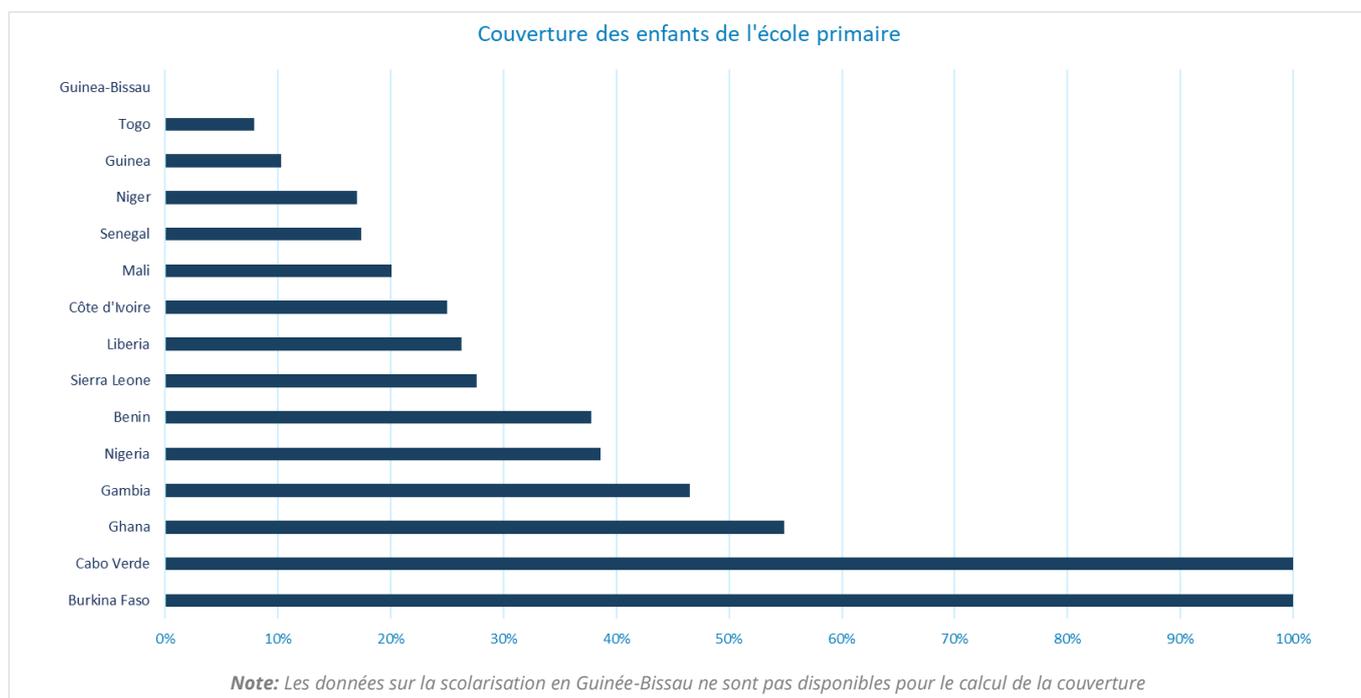
L'analyse révèle des tendances variables dans la couverture des programmes d'ASPL dans différents pays. Par exemple, le Ghana a doublé sa couverture et le Cap-Vert a connu une augmentation substantielle. À l'inverse, la Sierra Leone a enregistré une baisse notable et le Sénégal et le Burkina Faso ont enregistré de légères baisses. Ces variations mettent en évidence les divers défis et succès rencontrés dans la mise à l'échelle des programmes d'alimentation scolaire, soulignant la nécessité d'adaptations spécifiques au contexte.

Figure 3: Enfants recevant des repas scolaires dans l'espace CEDEAO entre 2020 et 2022 (chiffres en milliers)

Pays	Nombre d'enfants bénéficiant des cantines scolaires 2020	Nombre d'enfants bénéficiant des cantines scolaires 2022	Différence entre les 2 années
Nigeria	9,830	9,887	▲ 57
Burkina Faso	3,864	3,690	▼ 174
Ghana	1,700	3,448	▲ 1,748
Côte d'Ivoire	976	1,024	▲ 48
Sierra Leone	836	486	▼ 350
Senegal	588	588	■ -
Mali	515	581	▲ 66
Benin	460	835	▲ 375
Guinee	375	219	▼ 156
Liberia	287	278	▼ 9
Niger	193	613	▲ 419
Guinea-Bissau	178	225	▲ 47
Gambie	165	261	▲ 96
Togo	91	133	▲ 42
Cap Vert	3	85	▲ 82

Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Figure 4: Couverture des programmes de repas scolaires dans la CEDEAO (par pays)



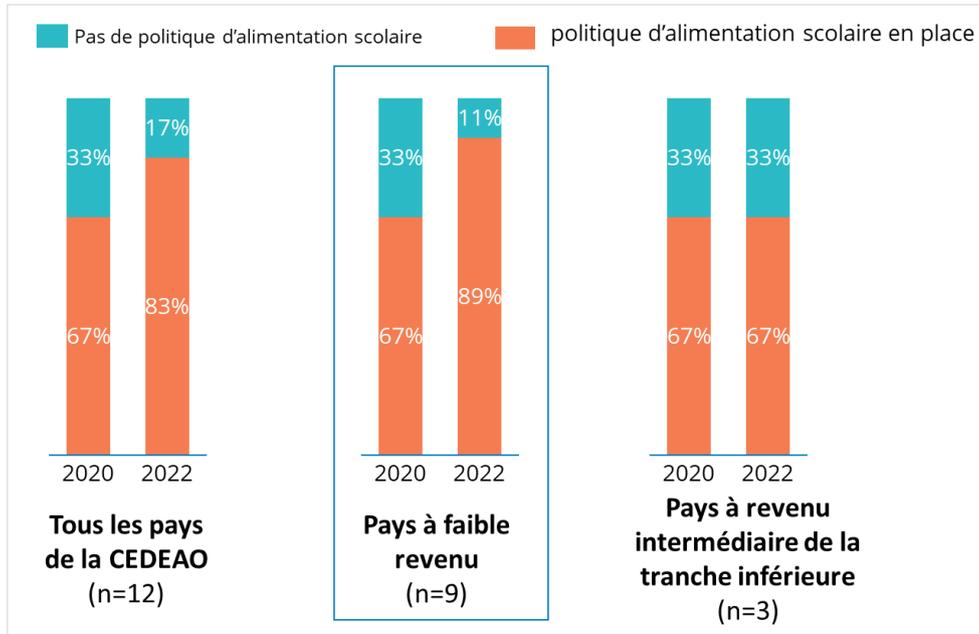
Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

CADRES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Depuis la dernière évaluation en 2020, des changements importants ont été apportés aux cadres politiques et juridiques entourant les programmes d'ASPL. Bien que l'adoption des politiques soit prédominante, il reste des défis à relever pour traduire les politiques en cadres juridiques

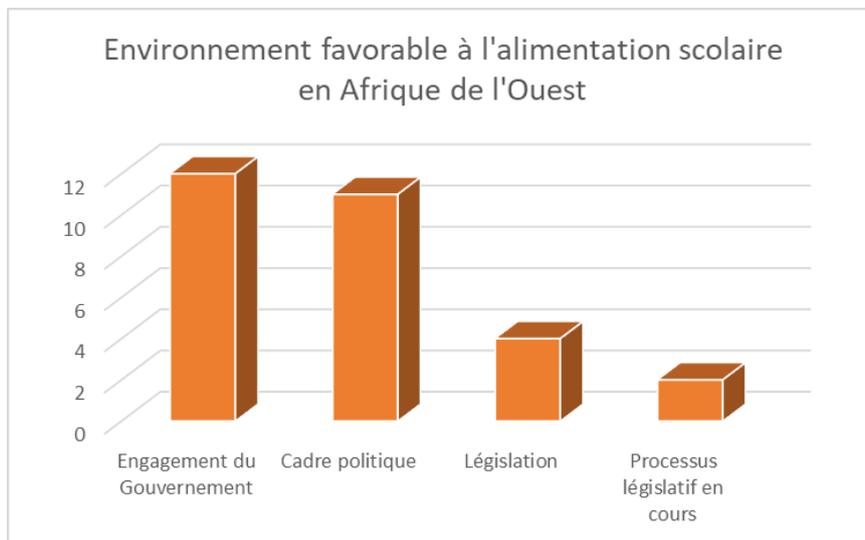
efficaces. Le rapport appelle à de vastes consultations des parties prenantes et à l'adoption d'une législation ciblée pour garantir la responsabilité et un financement durable. Il souligne également l'importance des allocations budgétaires dans les cadres juridiques pour assurer la continuité du programme malgré les changements de politique.

Figure 5: Existence d'une politique de repas scolaires dans l'espace CEDEAO (par catégorie de revenu)



Source: Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 du PAM, sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

Figure 6: Résultats de l'enquête sur les facteurs contribuant à un environnement favorable à l'alimentation scolaire dans la région de la CEDEAO



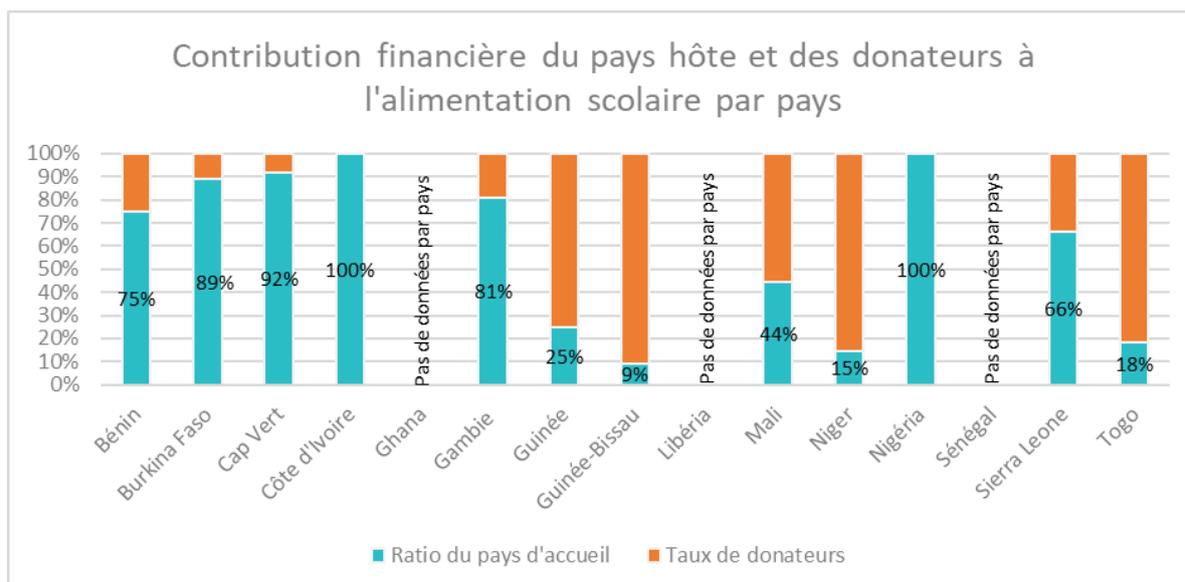
Source: Données de l'enquête par pays menée par la CEDEAO (Octobre 2023)

CAPACITÉ FINANCIÈRE

La capacité financière est essentielle au succès des programmes d'ASPL. Le rapport note une augmentation significative des investissements dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique de l'Ouest, de 450 millions de dollars à 543 millions de dollars entre 2020 et 2022, 84 % des investissements actuels provenant du marché intérieur. Cepen-

dant, des contraintes financières entravent toujours l'expansion et la durabilité de ces programmes. Le rapport recommande de diversifier les sources de financement par des efforts innovants de mobilisation des recettes, tels que la mobilisation fiscale générale et l'effet de levier sur des instruments financiers tels que les obligations ODD et l'investissement d'impact.

Figure 7: Ratio de la contribution financière du pays hôte et des donateurs à l'alimentation scolaire par pays



Source: PAM Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 sur la base des données de l'enquête GCNF 2021

PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

La participation communautaire s'est considérablement améliorée depuis 2020, de nombreux pays se situant dans la fourchette acceptable à très bonne. Cela indique un fort sentiment de responsabilité et d'appropriation de la communauté, ce qui est crucial pour la durabilité des programmes d'ASPL. L'engagement communautaire englobe diverses activités, notamment la fourniture de vivres, la cuisine, le suivi et les contributions financières ou en nature.

PROGRAMMES SENSIBLES À LA NUTRITION ET INITIATIVES COMPLÉMENTAIRES

Le rapport souligne l'importance de fournir des aliments nutritifs et locaux. Des pays comme le Sénégal, le Bénin et le Togo servent d'études de cas montrant les résultats positifs de l'intégration des fermes communautaires et des jardins scolaires dans les programmes d'ASPL. Cependant, des défis persistent dans l'élaboration des menus scolaires et des directives alimentaires en raison d'un manque de financement. Les aliments de base tels que le riz et les haricots dominent les achats, tandis que l'inclusion de légumes et de fruits dans les repas scolaires est limitée.

PRISE DE DÉCISION BASÉE SUR LES DONNÉES

Des cadres efficaces de suivi et d'évaluation sont essentiels pour une prise de décision fondée sur des données probantes. Le rapport souligne la nécessité d'établir des indicateurs spécifiques pour les programmes d'ASPL afin d'assurer des interventions ciblées, d'atteindre les résultats souhaités et d'allouer efficacement les ressources. Investir dans des systèmes de gestion des données robustes et renforcer les capacités d'analyse axée sur les données peut améliorer la responsabilisation, la transparence et l'évaluation de l'impact des programmes.

RECOMMANDATIONS FINALES

Afin d'accroître l'efficacité et la durabilité des programmes d'ASPL, le rapport formule plusieurs recommandations clés :

- 1. Renforcement des capacités et partenariats :** Investir dans le renforcement des capacités, améliorer les partenariats et intégrer l'ASPL dans les politiques nationales.
- 2. Cadres juridiques et financiers :** Donner la priorité à la promulgation de la loi, assurer des mécanismes de financement durables et promouvoir la participation communautaire. Diversifier les sources de financement au-delà de la dépendance des donateurs.
- 3. Intégration des programmes :** Intégrer les programmes d'ASPL dans les politiques sectorielles, établir des mécanismes de coordination fonctionnelle et explorer des modèles d'approvisionnement hybrides.
- 4. Gestion des données :** Investir dans des initiatives sensibles à la nutrition et améliorer les systèmes de gestion des données.
- 5. Collaboration régionale :** Établir une Coalition régionale pour l'alimentation scolaire (rSMC) ou une Communauté de pratique (CdP) de la CEDEAO pour faciliter l'échange d'informations, partager les bonnes pratiques et renforcer la collaboration entre les États membres.

CONCLUSION

L'analyse du paysage des programmes d'ASPL en Afrique de l'Ouest fournit des informations précieuses sur l'état actuel et l'orientation future de ces initiatives. En comblant les lacunes et les défis identifiés, et grâce à une collaboration continue et à des idées partagées, les parties prenantes peuvent ouvrir la voie à des programmes d'ASPL percutants et durables qui profitent aux enfants et aux communautés, contribuant ainsi à un avenir meilleur pour les générations futures.

Principales conclusions de la publication « Assurer un financement durable des repas scolaires en Afrique de l'Ouest : un effort de collaboration des institutions financières internationales et des mécanismes de financement innovants et durables »

Ceci [publication](#) a été présentée par Kevin Watkins, responsable principal de la recherche pour l'Initiative pour le Financement Durable (SFI) de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, qui est dirigée par l'Initiative de génération d'apprentissage du Centre de développement de l'éducation (Education Development Center - EDC). Les principales conclusions présentées ci-dessous soulignent l'importance d'investir dans les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL), le rôle essentiel des institutions financières internationales (IFI) dans le soutien de ces initiatives et les implications politiques pour le développement durable en Afrique de l'Ouest.

PRINCIPAUX CONSTATS

Importance d'investir dans l'ASPL

Les programmes d'ASPL jouent un rôle déterminant dans la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable (ODD) en Afrique subsaharienne, en particulier compte tenu des niveaux élevés de malnutrition chez les enfants, des troubles cognitifs liés au retard de croissance, du faible taux de scolarisation et des taux élevés d'abandon scolaire, ainsi que des inégalités importantes d'apprentissage basées sur le genre et la richesse. Les revers d'apprentissage post-COVID-19 exacerbent encore ces défis. L'ASPL offre une occasion unique d'aborder simultanément la sécurité alimentaire, l'éducation et l'agriculture durable.

En Afrique subsaharienne, l'ASPL fait partie intégrante des cadres politiques et de la législation, avec des pays comme le Nigeria, le Bénin, le Rwanda et le Kenya menant des programmes à grande échelle. Ces programmes sont priorisés en raison de leur potentiel d'amélioration de la diversité alimentaire et de la qualité des programmes lorsque l'approvisionnement est local. Le caractère local de l'approvisionnement permet de relever le double défi de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté rurale, en particulier chez les enfants.

Le rôle des IFI et des mécanismes de financement

Un financement adéquat et prévisible est essentiel au succès des programmes d'ASPL. Les gouvernements des pays à faible revenu (PRFI) et des pays à revenu intermédiaire (PRI) allouent environ 3 à 4 milliards de dollars par an à l'alimentation scolaire, ce qui se traduit par environ 42 dollars par enfant en 2021. Cependant, pour assurer un programme de qualité, un investissement minimum de 70 \$ par enfant est requis. Ce déficit de financement souligne la nécessité de mécanismes de financement innovants et durables.

Les IFI jouent un rôle essentiel pour combler ce fossé. L'Initiative pour le Financement Durable explore diverses options de financement, notamment :

- Mobilisation des ressources internes** : Il s'agit de mesures de mobilisation fiscale, telles que la suppression des exonérations fiscales (par exemple, les impôts sur les biens immobiliers des sociétés et des particuliers). Par exemple, la Bolivie utilise une taxe carbone pour financer son programme d'alimentation scolaire, un modèle qui pourrait être reproduit dans des pays producteurs de pétrole comme le Sénégal.
- Taxes de destination** : Des taxes spécifiques sur des produits tels que les hydrocarbures, la TVA ou les « taxes sur les vices » peuvent fournir des flux de financement dédiés aux programmes d'ASPL.

- Financer la lutte contre le changement climatique** : mobiliser les fonds d'initiatives telles que le Fonds vert pour le climat pour soutenir les pratiques agricoles durables liées à l'alimentation scolaire.
- Aide au développement et financement** : Les niveaux actuels d'aide, environ 280 millions de dollars, sont insuffisants. L'augmentation des contributions des donateurs internationaux et des mécanismes novateurs, tels que les programmes de conversion de la dette, pourraient fournir le financement nécessaire.

DÉFIS ET ENGAGEMENTS

La mise en œuvre des programmes d'ASPL implique plusieurs défis et compromis :

- Contraintes budgétaires** : Équilibrer des budgets serrés avec des besoins importants en matière d'éducation, de santé, d'infrastructures sociales et économiques.
- Dilemmes de prix** : Garantir des prix équitables pour les agriculteurs tout en maintenant l'alimentation scolaire abordable.
- Approvisionnement local vs importé** : Équilibrer les avantages de l'approvisionnement local avec l'efficacité des importations.

Les données provenant de pays comme le Brésil, où 30 % des achats sont réservés aux petits exploitants agricoles, mettent en évidence le potentiel de l'ASPL. Cependant, les résultats dépendent fortement de l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et des modèles d'approvisionnement. Au Ghana, par exemple, aucun effet significatif sur le revenu rural n'a été observé, soulignant la variabilité de l'impact du programme en fonction des contextes locaux.

INCIDENCES POLITIQUES ET RECOMMANDATIONS

Pour maximiser les avantages de l'ASPL, les recommandations politiques suivantes sont essentielles :

- Augmentation des investissements dans les infrastructures** : Soutenir les petits exploitants agricoles nécessite des investissements dans le stockage, le transport et les infrastructures agricoles plus larges.
- Stratégies à long terme** : Élaborer des stratégies à moyen et long terme pour accroître la productivité des petits exploitants agricoles et assurer la durabilité.
- Soutien des institutions régionales** : Des institutions telles que la Banque Africaine de Développement (BAD) peuvent fournir un financement et un soutien technique essentiels pour mettre à l'échelle efficacement les programmes d'ASPL.

CONCLUSION

Les programmes d'ASPL jouent un rôle essentiel dans la résolution de la crise de l'éducation et de l'apprentissage en Afrique subsaharienne, en offrant des opportunités gagnant-gagnant pour améliorer la nutrition des enfants et soutenir les agriculteurs locaux. Cependant, ces avantages ne sont pas automatiques et nécessitent des investissements importants et une planification stratégique. La participation des IFI et l'exploration de mécanismes de financement innovants sont essentielles pour surmonter les défis actuels et assurer la durabilité et le succès des programmes d'ASPL. En mobilisant diverses sources de financement et en améliorant les infrastructures, les gouvernements peuvent créer des programmes d'alimentation scolaire résilients et efficaces qui contribuent à des objectifs de développement plus larges.

Aperçu des sessions de la conférence : Principaux points à retenir et prochaines étapes

► Défis de financement de l'ASPL

Les panélistes du Cameroun, de la Gambie, de la Guinée-Bissau et de la Mauritanie ont discuté des défis financiers et des meilleures pratiques dans le maintien et la mise à l'échelle des programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale.

CONTRAINTES ET ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES

Pays : Cameroun, Gambie, Mauritanie

DÉFIS:

- **Cameroun** : Difficulté à obtenir des ressources financières au sein du Ministère de l'Éducation de base.
- **Gambie** : Difficultés à mettre en place et à maintenir une ligne budgétaire spécifique en raison de la marge limitée de manœuvre budgétaire.
- **Mauritanie** : Dépendance initiale vis-à-vis des financements des bailleurs de fonds, difficulté d'intégration dans le budget de l'État.

MEILLEURES PRATIQUES :

- **Cameroun** : L'accent est mis sur le soutien et les partenariats internationaux, en vue d'une politique officielle.
- **Gambie** : Comité interministériel pour la collecte de fonds, envisageant des financements innovants tels que les revenus pétroliers et les obligations ODD.
- **Mauritanie** : Élaboration d'une politique et d'une ligne budgétaire nationales, impliquant les communautés locales et les parties prenantes.

INSTABILITÉ POLITIQUE ET QUESTIONS DE GOUVERNANCE

Pays: Guinée -Bissau

DÉFIS:

- **Guinée-Bissau** : L'instabilité politique et les fréquents changements de cabinet perturbent la cohérence du financement.

MEILLEURES PRATIQUES :

- Engagement pour le soutien des partenaires et les contributions communautaires, malgré les défis politiques.

ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES PARTIES PRENANTES

Pays : Guinée-Bissau, Mauritanie

DÉFIS:

- **Guinée-Bissau** : Les contraintes financières limitent la participation effective.
- **Mauritanie** : Mobiliser les communautés locales pour obtenir leur soutien.

MEILLEURES PRATIQUES :

- **Guinée-Bissau** : Recherche un appui extérieur et des contributions communautaires.
- **Mauritanie** : Engage les parties prenantes à soutenir les cantines et à promouvoir la production alimentaire locale.

ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE STRATÉGIES

Pays : Cameroun, Mauritanie

DÉFIS:

- **Cameroun** : Il n'y a pas de politique formelle pour le financement des programmes d'ASPL.
- **Mauritanie** : le pays avait besoin d'une politique nationale et d'une ligne budgétaire.

MEILLEURES PRATIQUES :

- **Cameroun** : Tirer parti des pratiques exemplaires d'autres pays en matière de politiques.
- **Mauritanie** : Mise en place d'une politique nationale et d'une ligne budgétaire, augmentant la couverture et la portée.

CONCLUSION

La session a mis en évidence les défis financiers courants dans le maintien des programmes d'ASPL, tels que les contraintes budgétaires, l'instabilité politique, les problèmes d'engagement communautaire et l'élaboration de politiques. Le partage des meilleures pratiques peut améliorer la durabilité du programme dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale.

PROCHAINES ÉTAPES

En passant au prochain groupe de discussion sur les mécanismes de financement et les mécanismes novateurs des institutions financières internationales, il était essentiel de tenir compte des besoins spécifiques de chaque pays. Les résultats de cette séance éclairent les approches stratégiques visant à obtenir et à maintenir les ressources financières nécessaires aux programmes d'ASPL. La session suivante a exploré des solutions pour surmonter les défis financiers, ouvrant la voie à des initiatives d'alimentation scolaire plus durables et plus efficaces.

► Mécanismes de financement des programmes d'ASPL

Le panel 2 a réuni des représentants de la Banque Islamique de Développement (BID), de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement (BAD), des partenaires donateurs (Fondation Grameen Crédit Agricole et Dubai Cares) et de l'Initiative pour le Financement Durable (SFI) de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire. Ils ont discuté des mécanismes de financement pour soutenir et étendre les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL), en soulignant les priorités et en présentant des modèles de la région de la CEDEAO.

RÔLE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES (IFI)

Principales IFI : BID, Banque Mondiale, BAD

MÉCANISMES DE SOUTIEN :

- Aide financière
- Expertise technique
- Partage des connaissances

EXEMPLES :

- **La BID et la Banque Mondiale** : partenaires de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, fournissant un financement et un mentorat.
- **La BAD** : fournit des prêts, des dons et un soutien technique, en mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté et la croissance durable.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Exemple :

- **Projet d'approche multisectorielle de réduction du retard de croissance (MASReP) en Éthiopie** : Améliore l'accès aux services de nutrition, en ciblant les zones à fort retard de croissance.

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

Exemple :

- **Appui à l'alimentation scolaire au Bénin** : Partenariat avec le PAM assurant des repas quotidiens à 80 000 enfants.
- **Gambie** : Élaborer une feuille de route nationale pour l'alimentation scolaire.

BANQUE MONDIALE

Exemple :

- **SABER Santé au Togo** : Évaluation de la politique de santé et de nutrition scolaires, soutien aux initiatives d'ASPL et aux services de santé complémentaires tels que le déparasitage.

DUBAI CARES/FONDATION GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE

Exemple :

- **Sénégal** : Diagnostic des chaînes de valeur du riz et du lait, élaboration de feuilles de route d'investissement avec le PAM.

INITIATIVE POUR LE FINANCEMENT DURABLE (SFI)

Exemple :

- **Sierra Leone, Ghana, Bénin, Cameroun** : Aider à identifier les coûts et à créer des stratégies de financement.

EXEMPLES DE PROJETS FINANCÉS PAR LES IFI DANS L'ESPACE CEDEAO

BAD au Burkina Faso :

- **Résultats** : Amélioration de la santé des élèves, du rendement scolaire et de la cohésion communautaire.

Banque Mondiale au Togo :

- **Résultats** : Amélioration de la qualité de l'enseignement, réduction des taux de redoublement, amélioration de la capacité de gestion.

ISD au Benim :

- **Résultats** : Cantine fonctionnelle, meilleurs taux d'achèvement scolaire, réduction de la malnutrition.

BID au Sénégal :

- **Résultats** : Amélioration des infrastructures, renforcement des cantines, renforcement des chaînes de valeur.

CONCLUSION

Les IFI jouent un rôle crucial dans l'avancement des programmes d'ASPL dans la région de la CEDEAO en fournissant des ressources financières, une expertise technique et un plaidoyer. Des mécanismes de financement intégrés et innovants, alignés sur les objectifs de développement plus larges de la CEDEAO, sont essentiels pour un impact durable.

PROCHAINES ÉTAPES

- Tirer parti de l'expertise des projets financés par l'IFI pour développer des stratégies sur mesure pour les pays membres ou non-membres de la CEDEAO.
- Harmoniser les programmes d'ASPL avec les stratégies de développement régional.
- Explorer des mécanismes de financement innovants et durables pour la durabilité à long terme des initiatives d'alimentation scolaire.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la publication [ici](#).



rogramme
Alimentaire
Mondial

► Passer de la politique à la loi et aux allocations budgétaires

La table ronde avec des représentants du Togo, de Sao Tomé-et-Principe et du Bénin a exploré la transition des politiques d'alimentation scolaire vers une mise en œuvre efficace, en soulignant l'inclusion de groupes clés tels que les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves. La session s'est concentrée sur les expériences, les meilleures pratiques et les stratégies pour obtenir des allocations budgétaires nationales pour les programmes d'alimentation scolaire.

TOGO : MISE EN PLACE D'UNE APPROCHE MULTISECTORIELLE

Progrès :

- Il touche 1 250 écoles avec une ligne budgétaire dédiée à l'alimentation scolaire.
- Il a mis en place un comité multisectoriel impliquant les Ministères des finances, de l'éducation, de l'agriculture, des affaires sociales et du développement local.

Activités principales :

- **Certification des fournisseurs et des parties prenantes :** Assurer le respect des normes.
- **Réunions trimestrielles :** Examen des progrès du programme, du soutien aux agriculteurs, de la conformité juridique et du financement.
- **Obtention de financement :** Obtenir un soutien financier du gouvernement et du secteur privé.
- **Participation de la communauté :** Surveiller et encourager la participation locale.

Impact:

- Un effort de cohésion et une approche intégrée ont assuré une mise en œuvre réussie du programme.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE : FORMALISER LA DURABILITE

Cheminement :

- Il est passé d'un programme initié par le PAM en 2012 à une initiative entièrement gérée par le gouvernement en 2015.
- Il couvre tous les enfants d'âge scolaire, de la maternelle au secondaire.

Stratégies clés :

- **Loi nationale sur l'alimentation scolaire (2013) :** Engagement formalisé et création d'une direction au sein du ministère de l'Éducation, allouant environ 2,5 % du budget national.
- **Mécanismes de financement innovants :** Taxer le ciment importé pour générer des fonds.
- **Soutien du personnel :** Salaires des cuisinières et des éducateurs qui gèrent les cantines scolaires.
- **Intégration éducative :** Les jardins scolaires intégrés au programme d'études comme outils d'apprentissage.

Impact :

- Des cadres juridiques et des financements innovants garantissent la durabilité à long terme des programmes d'alimentation scolaire.

BÉNIN : ÉLARGIR LA COUVERTURE ET IMPLIQUER LA DIASPORA

Progrès :

- Le programme intégré d'alimentation scolaire couvre 75 % des écoles, touchant 1,3 million d'enfants dans 5 709 écoles.
- Prévoit d'étendre la couverture à 85 % d'ici 2025 et à 100 % dans les zones rurales.

Stratégies clés :

- **Vision du gouvernement :** Engagement à fournir des repas chauds et nutritifs.
- **Implication de la diaspora :** Implication de la diaspora béninoise dans les efforts de financement.
- **Cadre juridique et financier :** La loi sur l'alimentation scolaire approuvée en 2022 institutionnalise les mécanismes de financement, de gestion et de fourniture du programme.

Impact :

- Le soutien juridique et l'implication de la diaspora augmentent la portée et l'impact du programme.

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET PRATIQUES EXEMPLAIRES

1. Volonté politique, cadres juridiques et engagement envers la CEDEAO :

- La mise en place d'environnements politiques favorables, la promulgation de lois spécifiques et l'engagement des chefs d'État et des parlementaires de la CEDEAO à plaider en faveur de lois et d'allocations budgétaires pour l'ASPL sont essentiels à la durabilité du programme.

2. Comités multisectoriels :

- L'implication de divers ministères et intervenants assure une mise en œuvre coordonnée et complète du programme.

3. Mécanismes de financement innovants :

- L'effet de levier des impôts et d'autres sources peut fournir un soutien financier stable.

4. Participation de la communauté et de la diaspora :

- Encourager l'engagement local et de la diaspora augmente le soutien au programme et la durabilité .

CONCLUSION

Les expériences du Togo, de Sao Tomé-et-Principe et du Bénin soulignent l'importance de la volonté politique, des cadres juridiques, de la collaboration multisectorielle, des mécanismes de financement innovants et de la participation des communautés au passage de la politique au droit. En adoptant ces meilleures pratiques, d'autres pays de la région peuvent améliorer la durabilité et l'impact de leurs programmes d'alimentation scolaire.

PROCHAINES ÉTAPES

- **Renforcer les cadres juridiques et engager les dirigeants des pays membres ou non membres de la CEDEAO** : Encourager la promulgation de lois spécifiques et plaider pour des allocations budgétaires pour l'ASPL dans les budgets nationaux.
- **Renforcer la collaboration multisectorielle** : promouvoir les partenariats entre les différents ministères et intervenants.
- **Explorer le financement innovant** : identifier et mettre en œuvre des mécanismes de financement innovants.
- **Engager les communautés et les diasporas** : Promouvoir la participation active des communautés locales et des diasporas.



► Intégrer la nutrition dans les programmes d'alimentation scolaire

Cette session a combiné une présentation sur l'importance de l'intégration de la nutrition dans les programmes d'alimentation scolaire avec une table ronde regroupant des représentants de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali et du Cap-Vert. La session a mis l'accent sur les avantages de l'intégration de la nutrition, a permis le partage des expériences des pays et a fourni des orientations pour une mise en œuvre efficace de cette intégration.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Améliorer la santé et le bien-être des enfants

- **Réduire la malnutrition** : Les cantines scolaires fournissent des repas équilibrés, réduisant ainsi la malnutrition et ses effets néfastes.
- **Développement physique et cognitif** : Une bonne alimentation est cruciale pour la croissance physique et cognitive, améliorant la concentration et les performances scolaires.

Promouvoir l'éducation et la réussite scolaire

- **Réduire l'absentéisme** : Des repas scolaires nutritifs encouragent la fréquentation régulière, diminuent l'absentéisme et augmentent la rétention.
- **Améliorer les résultats scolaires** : Les enfants bien nourris sont plus attentifs et concentrés, ce qui conduit à de meilleurs résultats scolaires.

Soutenir les objectifs de développement durable (ODD)

- **ODD 2 – Faim zéro** : Des repas scolaires nutritifs contribuent directement à l'éradication de la faim.
- **ODD 4 – Éducation de qualité** : Une nutrition adéquate favorise une éducation de qualité et aide les enfants à atteindre leur plein potentiel.

Renforcer les systèmes alimentaires locaux

- **Soutenir les agriculteurs locaux** : les cantines scolaires qui s'approvisionnent localement, profitent aux petits exploitants agricoles et stimulent l'économie locale.
- **Promouvoir l'agriculture durable** : L'utilisation de produits locaux et de saison encourage les pratiques agricoles durables et favorise la souveraineté alimentaire.

Éducation nutritionnelle et changement de comportement

- **Éducation nutritionnelle** : Les programmes d'alimentation scolaire peuvent enseigner aux enfants l'importance d'une alimentation saine.
- **Adoption des habitudes alimentaires saines** : Les enfants instruits sont plus susceptibles de maintenir de habitudes alimentaires saines, ce qui influence positivement leur famille et leur communauté.

Réduire les inégalités

- **Accès à des aliments nutritifs** : Les repas scolaires gratuits ou subventionnés fournissent des aliments nutritifs aux enfants issus de milieux défavorisés, réduisant ainsi les inégalités en matière de santé et d'éducation.

- **Promotion de l'égalité des sexes** : Assurer une bonne nutrition soutient l'éducation des filles, réduire les inégalités entre les sexes et les mariages précoces.

MEILLEURES PRATIQUES POUR LES PROGRAMMES SENSIBLES À LA NUTRITION

Guide des programmes sensibles à la nutrition

- **Importance dans le plan stratégique du PAM** : La nutrition est centrale, avec deux objectifs stratégiques connexes. L'intégration de la nutrition est une priorité dans toutes les activités.
- **Principales exigences** :
 - **Objectifs nutritionnels secondaires** : Objectifs, résultats et indicateurs nutritionnels clairs.
 - **Analyse complète** : sur la base d'une analyse complète de la situation nutritionnelle et de genre, ciblant les groupes vulnérables.
 - **Actions nutritionnelles délibérées** : Inclure des actions nutritionnelles spécifiques et des plateformes de livraison pour atteindre les objectifs nutritionnels.
 - **Lutter contre les inégalités entre les sexes** : lutter contre les inégalités entre les sexes et les lacunes en matière de connaissances nutritionnelles.
 - **Alignement sur les plans nationaux** : Aligner les programmes sur les plans nationaux de nutrition et soutenir les partenariats et l'engagement politique.

Rendre les programmes d'alimentation scolaire sensibles à la nutrition

- **Objectifs nutritionnels secondaires** : Définir clairement les objectifs nutritionnels dans la conception du programme.
- **Comblent les lacunes nutritionnelles** : Planifier pour répondre aux besoins nutritionnels en couvrant 30 % des besoins énergétiques et 50 à 70 % des besoins en micronutriments.
- **Mettre en œuvre des actions nutritionnelles** : Utiliser les programmes d'alimentation scolaire pour proposer des actions nutritionnelles complémentaires (ex. : vermifuge, supplémentation).
- **Inclure l'éducation nutritionnelle** : Intégrer l'éducation nutritionnelle et les messages de changement de comportement dans les programmes d'alimentation scolaire. Les jardins scolaires peuvent soutenir ces activités.
- **Harmonisation avec les plans nationaux** : S'assurer que les programmes sont harmonisés avec les plans nationaux et fonctionnent dans un cadre multipartite.

Critères pour l'élaboration de menus pour les programmes d'ASPL

- **Objectifs du programme** : Fixez des buts clairs.
- **Besoins nutritionnels** : Répondre aux besoins nutritionnels des bénéficiaires cibles.
- **Habitudes et traditions alimentaires** : Tenir compte des habitudes alimentaires et des préférences culturelles.

- **Directives alimentaires nationales** : Suivre les directives alimentaires nationales.
- **Aliments produits localement** : Utiliser des aliments produits localement, en tenant compte de la saisonnalité et des prix du marché.
- **Salubrité et qualité des aliments** : Assurer un entreposage et une manipulation appropriés pour maintenir la salubrité et la qualité des aliments.
- **Contraintes de préparation** : Aborder les limites de la préparation et de la rétention des vitamines.

Messages de plaidoyer

- **Formalisation de l'éducation nutritionnelle** : Les gouvernements sont encouragés à inclure l'éducation nutritionnelle dans les programmes scolaires afin de promouvoir de bonnes pratiques nutritionnelles chez les enfants, leurs familles et leurs communautés.
- **Qualité des repas** : Fournir des repas scolaires diversifiés et nutritifs qui répondent aux ratios recommandés (30 % des besoins énergétiques et 50 à 70 % des besoins en micronutriments).

Discussion de groupe : Conclusions multipays

- **Côte d'Ivoire** : Discussion sur l'enrichissement du riz et du millet locaux, impliquant les femmes dans la transformation du cacao. Le projet a permis de réduire la malnutrition et prévoit d'augmenter la production locale malgré les problèmes de financement.
- **Ghana** : Le programme Rockefeller a amélioré les repas scolaires en fortifiant le riz, en introduisant du riz étuvé non poli, ce qui nécessite une sensibilisation des enfants.
- **Mali** : Le projet pilote de l'initiative Nutriti-école dans 39 écoles a respecté les traditions alimentaires locales, et a développé des guides pour les enseignants et des affiches pour les cuisinières.
- **Cap-Vert** : Présentation de menus scolaires diversifiés et optimisés en tenant compte des préférences locales, de la saisonnalité et des infrastructures.

CONCLUSIONS

- **L'intégration de la nutrition est essentielle** : Les programmes d'alimentation scolaire doivent intégrer la nutrition pour améliorer la santé des enfants, leurs résultats scolaires et soutenir le développement durable.
- **Approvisionnement local et durable** : Le renforcement des systèmes alimentaires locaux et la promotion de l'agriculture durable sont essentiels au succès du programme.
- **Éducation et changement de comportement** : L'éducation nutritionnelle devrait être un élément central des programmes d'alimentation scolaire pour promouvoir des habitudes alimentaires saines à long terme.

PROCHAINES ÉTAPES

- **Élaborer des objectifs clairs en matière de nutrition** : Les programmes doivent avoir des objectifs, des résultats et des indicateurs nutritionnels bien définis.
- **Assurer une analyse complète** : Effectuer des analyses complètes de la nutrition et du genre pour cibler efficacement les groupes vulnérables.
- **Inclure des actions nutritionnelles spécifiques** : Intégrer des actions nutritionnelles délibérées et des plateformes de livraison.
- **Lutter contre les inégalités entre les sexes** : Lutter contre les disparités nutritionnelles liées au genre.
- **S'aligner sur les plans nationaux** : S'assurer que les programmes sont alignés sur les plans nationaux de nutrition et soutenir la collaboration multisectorielle.
- **Plaidoyer pour l'éducation nutritionnelle** : Les gouvernements devraient formaliser l'éducation nutritionnelle dans les programmes scolaires.



► Tirer parti de l'alimentation scolaire basée sur la production locale pour promouvoir l'agriculture durable

Cette session a combiné une présentation sur l'utilisation de l'alimentation scolaire pour promouvoir l'agriculture durable avec une session de travail où chaque pays a développé ses scénarios. La discussion a mis l'accent sur l'intersection critique entre les repas scolaires et l'agriculture locale, soulignant le potentiel du modèle d'ASPL pour transformer les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Lien entre l'alimentation scolaire et l'agriculture

- **Transformer les systèmes alimentaires :** Les programmes d'ASPL fournissent des marchés fiables aux petits agriculteurs, ce qui est crucial pour les régions où 57 % de la population n'a pas accès à des aliments nutritifs et 10 % dépend de l'aide alimentaire.
- **Au-delà de l'éducation :** Les avantages de l'ASPL s'étendent à l'agriculture locale, à la protection sociale, à la santé et à la nutrition, ce qui a un impact significatif sur les chaînes de valeur locales.

Impacts positifs sur l'agriculture locale

- **Augmentation de la productivité :** L'approvisionnement local par le biais des programmes d'ASPL fournit une demande stable aux petits agriculteurs, améliorant ainsi leur accès au marché.
- **Incorporation de produits locaux nutritifs :** Les exemples incluent le Gari de manioc au Liberia et l'introduction pilote du fonio au Sénégal dans les menus scolaires, ce qui augmente la sécurité alimentaire et soutient les agriculteurs locaux.

Fermes scolaires intégrées : une approche holistique

- **Modèle « Aller au-delà des jardins scolaires » :** Proposé par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), ce modèle utilise des terres arables allouées aux écoles pour la production alimentaire, notamment les céréales, les légumineuses, l'horticulture, la volaille, les produits laitiers et la pisciculture.
- **Réinvestissement des revenus :** Les revenus des activités commerciales de ces fermes soutiennent le programme, paient les employés et passent à des méthodes de cuisson propres.

Avantages des fermes scolaires intégrées

- **Organisation de producteurs :** L'approvisionnement local encourage la collaboration entre les petits exploitants agricoles en promouvant des pratiques agricoles efficaces.
- **Marché stable pour les agriculteurs :** L'approvisionnement direct des cantines scolaires stabilise les revenus des agriculteurs.
- **Production excédentaire :** Les produits excédentaires peuvent être vendus sur d'autres marchés, offrant des possibilités de revenus supplémentaires.
- **Transformation à petite et moyenne échelle :** Les agriculteurs peuvent transformer leurs produits en aliments nutritifs, ce qui ajoute de la valeur et augmente la qualité marchande.
- **Revenu pour les achats essentiels :** Le revenu supplémentaire réduit le fardeau financier des parents pour soutenir les programmes d'alimentation scolaire.
- **Introduction de pratiques durables :** Les fermes scolaires favorisent la gérance de l'environnement et l'innovation agricole grâce à des pratiques durables et à des technologies agroalimentaires.

Étude de cas : Impact sur les importations de riz

- **Production locale vs importations :** De 2019 à 2023, 242 000 tonnes de riz ont été importées pour un coût de 105 millions de dollars. Une production locale de ce volume aurait bénéficié à 40 000 petits exploitants par an, nécessitant la culture de 83 000 hectares.
- **Impact économique :** Le passage à la production locale augmenterait considérablement l'agriculture locale et la sécurité alimentaire.

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- **ASPL comme catalyseur :** Le modèle d'ASPL est une stratégie puissante pour transformer les systèmes alimentaires, promouvoir l'agriculture durable, accroître la sécurité alimentaire et générer des avantages économiques pour les petits exploitants agricoles.
- **Approche intégrée :** L'intégration de fermes scolaires intégrées et d'approvisionnement local améliore non seulement la nutrition, mais soutient également les économies locales et les pratiques agricoles durables.
- **Objectifs de développement durable :** L'ASPL contribue directement à l'ODD 2 (Faim zéro) et à l'ODD 4 (Éducation de qualité) en fournissant des repas nutritifs et en soutenant les systèmes alimentaires locaux.

CONCLUSIONS

- **Intersection critique :** L'intégration des repas scolaires et de l'agriculture locale par le biais des programmes d'ASPL est cruciale pour transformer les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.
- **Avantages de l'approvisionnement local :** Des marchés fiables pour les petits agriculteurs, une sécurité alimentaire accrue et une productivité agricole accrue sont tous des avantages importants du modèle d'ASPL.
- **Modèles holistiques :** Les fermes scolaires intégrées représentent une approche globale pour tirer parti des programmes d'alimentation scolaire pour des avantages agricoles et économiques plus larges.

PROCHAINES ÉTAPES

- **Élaborer des scénarios nationaux :** Chaque pays doit élaborer des scénarios spécifiques pour la mise en œuvre et la mise à l'échelle des programmes d'ASPL, en tenant compte des contextes et des ressources locales.
- **Promouvoir des pratiques durables :** Encourager l'adoption de pratiques agricoles durables et de technologies agroalimentaires par l'entremise de fermes-écoles.
- **Renforcer les marchés locaux :** Améliorer l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles en les reliant aux programmes d'alimentation scolaire.
- **Plaider pour un soutien politique :** Engager les chefs d'État et les parlementaires à plaider en faveur de politiques et d'allocations budgétaires qui soutiennent l'ASPL et l'agriculture durable.
- **Faire le suivi et évaluer :** Établir des cadres de suivi et d'évaluation solides pour suivre l'impact des programmes d'ASPL sur l'agriculture locale et la sécurité alimentaire.

► Améliorer la coordination multisectorielle des programmes d'ASPL

Cette session visait à explorer et à identifier les mécanismes existants, les défis et les meilleures pratiques en matière de coordination multisectorielle pour les programmes d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) dans divers pays africains. Les discussions ont souligné l'importance cruciale d'une coordination solide entre les différents secteurs et parties prenantes pour accroître l'efficacité et la durabilité des programmes d'ASPL.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Mécanismes existants

1. Conseil d'administration et secrétariats exécutifs :

- **Bénin** : Le Conseil d'administration de l'Agence Nationale de l'Alimentation et de la Nutrition comprend des représentants de l'éducation, de la santé, des finances, des affaires sociales, du développement, de la décentralisation et de l'agriculture.
- **Burkina Faso** : Le Secrétariat exécutif du Conseil national de la nutrition, de l'alimentation et du développement de la petite enfance supervise un plan national multisectoriel impliquant tous les ministères techniques liés au programme d'alimentation scolaire.

2. Comités interministériels et directeurs :

- **Gambie** : Des consultations de haut niveau entre les secrétaires permanents des principaux ministères et le bureau du vice-président assurent l'alignement stratégique et la supervision.
- **Ghana** : Un certain nombre de comités aux niveaux stratégique et technique, y compris des comités interministériels, facilitent la communication et la collaboration régulières entre les ministères.

3. Coordination décentralisée :

- **Mali et Mauritanie** : Ces pays ont mis en place des comités de coordination régionaux et départementaux pour assurer une mise en œuvre efficace au niveau local.
- **Niger** : La coordination implique des comités centraux et décentralisés, y compris des responsables locaux de l'éducation et des communautés, pour adapter le programme aux contextes régionaux.

Les défis de la coordination multisectorielle

1. Représentation et participation :

- Les principales parties prenantes ne sont pas systématiquement représentées dans les cadres de coordination, ce qui entraîne des lacunes en matière de surveillance et d'application.
- Les réunions des organes de coordination sont souvent irrégulières et certains comités sont inactifs.

2. Contraintes en matière de ressources :

- L'insuffisance des ressources financières et logistiques entrave le bon fonctionnement des mécanismes de coordination.
- Les défis liés à l'obtention d'un financement durable et à l'harmonisation des intérêts des intervenants avec les objectifs du programme d'ASPL persistent.

3. Communication et collaboration :

- La communication et la collaboration régulières entre les parties prenantes sont limitées, ce qui affaiblit les efforts de coordination.
- Le faible ancrage institutionnel et le faible niveau d'engagement de certains acteurs exacerbent encore ces défis.

Solutions proposées

1. Renforcement des cadres institutionnels :

- Améliorer la fonctionnalité des comités interministériels en établissant des rôles et des responsabilités clairs et des calendriers de réunions régulières.
- Élaborer des plans d'action intégrés et assurer des lignes budgétaires dédiées à l'alimentation scolaire dans les ministères concernés afin d'assurer un financement durable.

2. Renforcement des capacités et participation communautaire :

- Offrir des programmes de formation ciblés aux agriculteurs locaux, aux administrateurs scolaires et aux autres intervenants afin d'améliorer leurs compétences et leurs connaissances.
- Favoriser un sentiment d'appartenance au sein des communautés locales en les impliquant dans les processus de prise de décision et en créant des comités de suivi communautaires.

3. Tirer parti de la technologie et des partenariats public-privé :

- Utilisez la technologie pour rationaliser la logistique et le suivi, comme la mise en place de systèmes de suivi numérique pour les livraisons de vivres et l'utilisation d'applications mobiles pour la collecte de données en temps réel.
- Mobiliser les acteurs du secteur privé par le biais de partenariats public-privé, en offrant des incitatifs aux entreprises pour qu'elles soutiennent les programmes d'ASPL.

4. Plaidoyer et soutien politique :

- Mener des campagnes de plaidoyer pour souligner l'importance des programmes d'ASPL dans le développement national et obtenir le soutien politique et public.

- Pousser à l'élaboration et la promulgation de politiques et de lois spécifiques qui soutiennent les programmes d'ASPL, telles qu'une loi nationale sur l'alimentation scolaire.

5. Revitalisation des comités de coordination :

- Relancer et revitaliser les comités de coordination inactifs afin d'améliorer et de maintenir l'harmonisation des intérêts et des objectifs des intervenants.
- Augmenter les ressources budgétaires et renforcer les stratégies de collaboration entre le gouvernement et les organisations impliquées dans l'ASPL.

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

- **La coordination multisectorielle est essentielle :** une coordination efficace entre les différents secteurs et parties prenantes est cruciale pour le succès et la durabilité des programmes d'ASPL.
- **Renforcement des institutions :** Le renforcement des cadres institutionnels et la garantie d'une communication et d'une collaboration régulières peuvent relever de nombreux défis existants.
- **Engagement communautaire et du secteur privé :** La participation des communautés locales et du secteur privé peut améliorer la mobilisation des ressources et le soutien aux programmes.
- **Soutien aux politiques :** Des politiques solides de plaidoyer et de soutien sont essentielles à la viabilité à long terme des programmes d'ASPL.

CONCLUSIONS

- **Nécessité d'une coordination solide :** Une coordination multisectorielle efficace est essentielle au succès des programmes d'ASPL.
- **Surmonter les défis :** S'attaquer aux problèmes de représentation, de ressources et de communication peut améliorer considérablement les efforts de coordination.
- **Tirer parti des ressources :** La technologie, les partenariats public-privé et l'engagement communautaire sont des ressources essentielles pour améliorer les programmes d'ASPL .

PROCHAINES ÉTAPES

- **Améliorer les cadres de coordination :** Établir des rôles et des responsabilités clairs dans les comités interministériels et assurer des réunions et des communications régulières.
- **Renforcement des capacités :** Mettre en œuvre des programmes de formation ciblés pour toutes les parties prenantes impliquées dans les programmes d'ASPL.
- **Promouvoir l'utilisation de la technologie :** Adopter des systèmes de suivi numérique et la collecte de données en temps réel pour améliorer la logistique et le suivi.
- **Favoriser les partenariats :** Développer des partenariats public-privé pour soutenir et soutenir les programmes d'ASPL.
- **Défenseur des politiques :** Mener des campagnes de plaidoyer pour soutenir l'élaboration de politiques et de lois qui promeuvent les programmes d'ASPL.
- **Revitaliser les comités :** Relancer les comités de coordination inactifs et s'assurer qu'ils disposent des ressources et du soutien nécessaires pour fonctionner efficacement.

En s'attaquant à ces domaines clés, les pays peuvent améliorer l'efficacité et la durabilité de leurs programmes d'ASPL, garantissant de meilleurs résultats pour les enfants et les communautés.

Offres de soutien aux gouvernements

Sur les 20 pays qui ont participé à la conférence, 19 ont rejoint la Coalition pour l'Alimentation Scolaire (School Meals Coalition -SMC) et 13 ont soumis leurs engagements nationaux pour les programmes d'alimentation scolaire. Ces pays sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, la Guinée, la Gambie, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, Sao Tomé et Príncipe et le Togo. Ces engagements sont essentiels pour faire avancer les programmes d'alimentation scolaire non seulement dans les pays mais aussi aux niveaux régional et mondial. Ils décrivent les efforts que chaque pays entreprendra, avec le soutien de diverses parties prenantes, pour étendre la couverture et améliorer la qualité des programmes d'alimentation scolaire. Ces engagements démontrent également le travail de plaidoyer nécessaire pour influencer d'autres gouvernements à donner la priorité à l'alimentation scolaire et à faire des investissements durables dans le programme.

Les engagements nationaux sont organisés en six catégories :

- **Engagements politiques :** Donner la priorité aux programmes nationaux d'alimentation scolaire dans les plans, politiques, stratégies, lois ou autres cadres juridiques nationaux et sectoriels..
- **Engagements de financement :** Allouer des budgets aux programmes nationaux d'alimentation scolaire et soutenir les pays aux ressources limitées par l'aide des donateurs.
- **Engagements institutionnels :** Renforcer les capacités institutionnelles et les compétences de coordination pour diriger et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire à tous les niveaux.
- **Engagements en matière de conception et de couverture des programmes :** Améliorer la qualité des programmes nationaux, acheter des produits alimentaires localement, lier l'alimentation scolaire aux mesures de santé et de nutrition, améliorer les normes nutritionnelles, soutenir les communautés locales, renforcer le suivi et encourager la coopération technique, y compris la coopération triangulaire Sud-Sud.

- **Engagements en matière de production de données probantes et de données :** Produire des études de cas et des données, basées sur des indicateurs consensuels sur la santé et la nutrition scolaires pour éclairer les politiques et la prise de décision.
- **Engagements en matière de plaidoyer et de partenariats :** Veiller à ce que le programme d'alimentation scolaire soit inclus dans les forums mondiaux et soutenu au niveau national par diverses parties prenantes. Cela comprend la sensibilisation lors de conférences et l'identification d'un champion national pour représenter le pays lors des réunions ministérielles de la coalition tous les deux ans.

Au cours de la conférence, les délégations nationales ont été invitées à identifier le soutien dont leurs gouvernements auront besoin de la part de partenaires tels que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), d'autres agences des Nations Unies, les Institutions Financières Internationales (IFI), les donateurs, les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et la société civile pour mettre en œuvre leurs engagements nationaux. Les participants ont également examiné quels partenaires peuvent être les mieux placés pour fournir l'appui nécessaire.

Pour chaque engagement national, les activités d'appui requises et les partenaires qui peuvent les fournir sont décrits dans un plan d'appui national. Ces plans d'appui sont des documents dynamiques qui peuvent être mis à jour en permanence en fonction des nouvelles offres de soutien des partenaires ou de l'identification des activités de soutien supplémentaires et des partenaires nécessaires.

Plateformes d'échange de connaissances et de suivi des progrès

La conférence a souligné le besoin important de plateformes solides d'échange de connaissances et de mécanismes de suivi efficaces pour améliorer les résultats des initiatives d'ASPL. Marc Nene, Directeur du Centre Régional d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM), a souligné le rôle essentiel d'une Coalition régionale pour l'alimentation scolaire, à l'image de la Coalition mondiale pour l'Alimentation scolaire mais au niveau régional de la CEDEAO ; essentiellement une communauté de pratique (CdP) de la CEDEAO qui coordonnera et alignera les initiatives de la CEDEAO, du PAM et de la Coalition pour l'Alimentation scolaire, en particulier le Consortium de Recherche pour la Santé et la Nutrition scolaire, l'Initiative de Financement Durable et l'Initiative de données et de suivi pour promouvoir les objectifs et les cibles de la Coalition pour l'Alimentation scolaire et les résultats de cette conférence au niveau régional. Au début de la session sur le partage des connaissances et le suivi des progrès, une présentation de la Fondation mondiale pour la Nutrition infantile (Global Child Nutrition Foundation - GCNF) a fourni des mises à jour importantes sur son enquête mondiale et son forum à venir, qui sont tous deux essentiels pour suivre les données sur les repas scolaires et faciliter l'échange de connaissances.

PRÉSENTATION DE LA FONDATION MONDIALE POUR LA NUTRITION INFANTILE (GCNF)

GCNF, une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, s'efforce de s'assurer que les gouvernements et les partenaires disposent des connaissances dont ils ont besoin pour augmenter la couverture des repas scolaires. Les principaux points saillants de sa présentation sont les suivants :

- **Enquête mondiale et forum** : L'enquête mondiale en cours et le prochain forum au Japon plus tard dans l'année sont essentiels pour collecter et partager des données sur les programmes d'alimentation scolaire.
- **Financement et partenariats** : Le GCNF reçoit des fonds de donateurs, principalement du gouvernement américain et de la Fondation Rockefeller. Ils collaborent étroitement avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), co-organisateur du forum, ainsi qu'avec le CRS et le Centre d'Excellence au Brésil.
- **Structure de l'enquête** : La structure de l'enquête s'inspire du cadre SABER (Systems Approach for Better Education Results). Le questionnaire de cette année porte également exclusivement sur les systèmes alimentaires.
- **Participation et collecte de données** : L'enquête suit un cycle de deux ans et la collecte de données actuelle pour la période 2023-2024 est en cours. Au cours de la période précédente de 2021-2022, la collecte de données a porté sur plusieurs programmes au sein d'un même pays.
- **Progrès actuels** : À l'heure actuelle, la collecte de données est achevée à 80 % pour les pays de la CEDEAO, avec un appel à l'action pour que les pays restants soumettent leurs questionnaires.
- **Prochain forum** : Le prochain forum du GCNF se tiendra à Osaka, au Japon, du 9 au 12 décembre 2024, sous le thème « Les repas scolaires à l'ère de la transformation des systèmes alimentaires ».

COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE DE LA CEDEAO (CDP)

Suite à la présentation du GCNF, Marc Nene, Directeur du Centre Régional d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM), a présenté la Communauté de Pratique de la CEDEAO pour l'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL). Cette initiative de collaboration est développée avec la CEDEAO, le Consortium de Recherche pour la Santé et la Nutrition scolaire et le Bureau régional du PAM, afin de faciliter le dialogue entre les pays, de promouvoir la collaboration, de partager les bonnes pratiques et de relever collectivement les défis communs.

Objectifs de la CdP de la CEDEAO :

1. **Diffusion des bonnes pratiques** : La CdP identifiera et fera la promotion des bonnes pratiques parmi les États confrontés à des défis similaires, en encourageant l'adoption et l'adaptation de ces pratiques dans les plans d'action nationaux.
2. **Échange de connaissances** : En organisant fréquemment des webinaires, en présentant des produits de connaissance et en mettant en évidence des études de cas de pays réussies, la plateforme permettra aux États membres d'apprendre des expériences des uns et des autres et de promouvoir collectivement les initiatives d'ASPL.
3. **Suivi et évaluation** : L'établissement d'indicateurs de suivi spécifiques pour l'ASPL est crucial pour les ajustements de programme fondés sur des données probantes. La plateforme facilitera l'exactitude des données et la responsabilisation grâce à des mécanismes de suivi clairs.
4. **Plaidoyer politique** : La CdP plaidera en faveur d'un dialogue politique et d'efforts de plaidoyer aux niveaux national et régional, en aidant à la prise de décision éclairée et à l'allocation des ressources pour donner la priorité à l'ASPL.
5. **Renforcement des capacités institutionnelles** : Grâce à des activités d'assistance technique et d'échange de connaissances, la plateforme renforcera les capacités institutionnelles, garantissant des programmes d'ASPL efficaces et durables.
6. **Viabilité financière** : La CdP évaluera l'engagement des États à mettre en œuvre les programmes d'ASPL en identifiant les lacunes de mise en œuvre dues aux ressources limitées et en facilitant la mise en relation entre les pays et les donateurs.

Caractéristiques de la CdP de la CEDEAO :

- **Diffusion des bonnes pratiques** : Documenter et partager les pratiques réussies en matière d'ASPL, y compris les modèles institutionnels, les mécanismes d'établissement des menus et les cadres politiques.
- **Forum d'échange de connaissances** : organiser des webinaires et présenter des produits de connaissance pour faciliter la communication et l'apprentissage réguliers entre les États membres.
- **Suivi** : Établir et suivre des indicateurs clairs spécifiques à l'ASPL pour évaluer l'impact et assurer la responsabilité.

- **Assurer le financement et la coordination** : Fournir des informations à jour sur les dépenses nationales, le financement des donateurs et les exigences financières pour les initiatives d'ASPL.

EXERCICE EN PLÉNIÈRE SUR LES INDICATEURS D'ASPL

Après la présentation de Marc Nene, un exercice en plénière a été réalisé à l'aide de l'application Mentimeter pour recueillir des informations sur les indicateurs clés nécessaires au suivi des programmes d'ASPL. L'absence d'indicateurs retenus d'accord partie a constitué un défi majeur dans l'évaluation, la mesure et l'amélioration de ces programmes. Les commentaires des participants ont été analysés et classés en fonction de thèmes communs afin de déterminer les indicateurs clés à suivre à l'avenir.

Indicateurs et méthodologie identifiés :

Les indicateurs ont été classés en six thèmes principaux : les indicateurs financiers et budgétaires, les indicateurs de participation et d'inclusion, les indicateurs nutritionnels et de qualité des aliments, les indicateurs d'achat local et de contribution, les indicateurs de renforcement des communautés et des capacités, et les indicateurs relatifs aux élèves et aux écoles. La fréquence de chaque indicateur dans ces catégories a été comptée pour identifier les indicateurs les plus proposés.

Les 7 principaux indicateurs à suivre :

1. **Qualité nutritionnelle des repas scolaires fournis : Évaluer la valeur nutritionnelle et la diversité des repas scolaires pour s'assurer qu'ils répondent aux normes nutritionnelles et de santé.**

2. **Montant du budget national investi dans l'ASPL : Suivi de l'engagement financier des gouvernements envers les programmes d'ASPL.**
3. **Proportion de produits locaux achetés auprès des femmes fournisseurs : évaluation de l'inclusion et du soutien aux petits exploitants agricoles femelles dans la chaîne d'approvisionnement d'ASPL.**
4. **Nombre de petits exploitants agricoles liés à l'ASPL : Suivre la participation des petits exploitants agricoles dans la fourniture de produits alimentaires aux programmes d'alimentation scolaire.**
5. **Renforcement des capacités des petits producteurs et des acteurs impliqués dans le processus : Mesurer l'efficacité des initiatives de formation et de renforcement des capacités des producteurs locaux.**
6. **Valeur des repas scolaires des petits exploitants agricoles/autres acteurs locaux : Quantifier l'impact économique de la fourniture des produits alimentaires par les petits exploitants agricoles aux programmes d'alimentation scolaire.**
7. **Volume d'aliments scolaires provenant de petits exploitants agricoles/acteurs locaux : Suivi de la quantité de produits alimentaires achetée auprès des producteurs locaux.**

Ces indicateurs sont essentiels pour évaluer l'efficacité globale, la durabilité et le caractère inclusif du programme d'ASPL. La mise en œuvre et le suivi de ces indicateurs par les gouvernements, avec l'appui du CERFAM et de la CEDEAO à travers la CdP garantiront une approche plus structurée et fondée sur des données probantes pour améliorer les initiatives d'ASPL dans la région.

Conclusion et voie à suivre : Faire progresser les initiatives d'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) dans la région de la CEDEAO

La conférence a souligné l'engagement des États membres et non-membres de la CEDEAO en faveur des programmes d'ASPL, soulignant la nécessité d'un développement politique solide, d'un financement durable et d'une collaboration renforcée entre les secteurs gouvernementaux et les partenaires. Les principales conclusions prennent en compte le rôle essentiel de la coordination multisectorielle, l'importance d'intégrer la nutrition dans les programmes d'ASPL et la nécessité de mécanismes efficaces d'échange de connaissances et de suivi.

FINANCEMENT

La conférence a mis en évidence les défis financiers communs au maintien des programmes d'ASPL, tels que les contraintes budgétaires, l'instabilité politique, les problèmes d'engagement communautaire et l'élaboration de politiques. Le partage des meilleures pratiques peut améliorer la durabilité des programmes dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION MULTISECTORIELLE

Une coordination efficace entre les divers secteurs et intervenants est cruciale pour le succès et la durabilité des programmes d'ASPL. Le renforcement des cadres institutionnels, la communication régulière et la promotion de la collaboration multisectorielle sont des mesures essentielles pour améliorer les efforts de coordination.

INTÉGRATION DE LA NUTRITION

La conférence a souligné l'importance de concevoir des programmes d'ASPL sensibles à la nutrition, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité nutritionnelle des repas scolaires pour améliorer la santé des enfants et les résultats scolaires.

PLATEFORMES D'ÉCHANGE ET DE SUIVI DES CONNAISSANCES

Le besoin important de plateformes d'échange de connaissances solides et de mécanismes de suivi efficaces a été souligné. La mise en place de la Communauté de pratique (CdP) de la CEDEAO pour l'ASPL vise à promouvoir la collaboration régionale, à partager les meilleures pratiques et à suivre les progrès.

VOIE À SUIVRE ET APPEL À L'ACTION

1. Établir une Communauté de Pratique (CdP) de la CEDEAO pour l'ASPL

- **Objectif** : promouvoir l'échange de connaissances, partager les meilleures pratiques et faciliter la collaboration entre les États membres.
- **Mesures** : La CEDEAO dirigera la mise en place d'une CdP dédiée, en s'appuyant sur des plateformes telles que le CERFAM pour la conservation et le partage des connaissances sur l'ASPL et le reporting sur les indicateurs convenus.

2. Renforcer la volonté politique et le plaidoyer

- **Objectif** : Assurer l'appui politique et public aux programmes d'ASPL.
- **Mesures** : La CEDEAO devrait engager les dirigeants politiques, y compris les chefs d'État et les parlementaires, à plaider en faveur d'ASPL et à promulguer une législation de soutien. La CEDEAO et les partenaires devraient utiliser des réseaux tels que le Réseau parlementaire international pour l'éducation (IPNEd) pour plaider en faveur de l'alimentation scolaire dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale.

3. Offre de soutien et plans d'action

- **Objectif** : Permettre aux gouvernements d'identifier efficacement leurs besoins et leurs partenaires pour soutenir les engagements nationaux, et élaborer des plans d'action détaillés.
- **Mesures** : Les gouvernements, avec l'appui du PAM et de la CEDEAO, devraient élaborer des plans nationaux d'appui pour identifier les besoins spécifiques et les partenaires potentiels. Ils doivent également créer des plans d'action détaillés décrivant les étapes nécessaires pour atteindre et mettre en œuvre leurs objectifs, y compris les délais, les parties responsables et les étapes spécifiques pour suivre les progrès.

4. Développer des mécanismes de financement durables

- **Objectif** : Assurer un financement durable des programmes d'ASPL.
- **Mesures** : Les gouvernements, avec l'appui de la CEDEAO, du PAM et de leurs partenaires, doivent mettre en place des mécanismes de financement durables, évaluer les programmes nationaux d'alimentation scolaire à l'aide d'outils tels que le SABER Santé de la Banque Mondiale et du PAM, et financer les engagements nationaux à l'aide des outils de calcul des coûts de l'Initiative pour le Financement Durable (SFI). Plaider pour l'inclusion de lignes budgétaires spécifiques pour l'ASPL dans les budgets nationaux.

5. Renforcer le renforcement des capacités et l'engagement communautaire

- **Objectif** : Améliorer les compétences et les connaissances des agriculteurs locaux, des administrateurs scolaires et des autres parties prenantes.
- **Mesures** : Les gouvernements, avec l'appui du PAM et de ses partenaires, devraient mettre en œuvre des programmes de formation ciblés et favoriser l'appropriation du programme par les communautés locales en les faisant participer aux processus de prise de décisions et en créant des comités de suivi communautaires.

6. Tirer parti de la technologie

- **Objectif :** Rationaliser la logistique et le suivi des programmes d'ASPL.
- **Mesures :** L'Initiative de données et de suivi de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, en collaboration avec le CERFAM et ses partenaires, devrait adopter des systèmes de suivi numérique et de collecte de données en temps réel pour améliorer la logistique et le suivi.

CONCLUSION

La Conférence technique régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale (ASPL) a réaffirmé l'engagement des États membres et non-membres à faire avancer les programmes d'ASPL. En établissant une communauté de pratique de la CEDEAO, en renforçant la volonté politique et le plaidoyer, en développant des mécanismes de financement durables, en améliorant le renforcement des capacités et l'engagement communautaire, et en tirant parti de la technologie et des partenariats public-privé, nous pouvons surmonter les défis existants et assurer le succès des initiatives d'ASPL dans la région. Les prochaines étapes décrites ouvriront la voie à un avenir meilleur pour les enfants et les communautés d'Afrique de l'Ouest et du Centre grâce à des programmes d'alimentation scolaire durables.





SUPPORTED BY
WORLD BANK GROUP

